

Bulletin d'histoire politique

Les rébellions de 1837-1838 dans le Haut-Canada : récit des événements

Vincent Fontaine



Volume 12, Number 1, Fall 2003

Les Patriotes de 1837-1838

URI: <https://id.erudit.org/iderudit/1060654ar>

DOI: <https://doi.org/10.7202/1060654ar>

[See table of contents](#)

Publisher(s)

Bulletin d'histoire politique
Lux Éditeur

ISSN

1201-0421 (print)

1929-7653 (digital)

[Explore this journal](#)

Cite this article

Fontaine, V. (2003). Les rébellions de 1837-1838 dans le Haut-Canada : récit des événements. *Bulletin d'histoire politique*, 12(1), 116–124.
<https://doi.org/10.7202/1060654ar>

Tous droits réservés © Association québécoise d'histoire politique; VLB Éditeur, 2003

This document is protected by copyright law. Use of the services of Érudit (including reproduction) is subject to its terms and conditions, which can be viewed online.

<https://apropos.erudit.org/en/users/policy-on-use/>

Les rébellions de 1837-1838 dans le Haut-Canada : récit des événements

VINCENT FONTAINE
Université Laval

Les rébellions de 1837-1838 dans le Haut-Canada sont très mal connues au Québec. Malgré le développement de nouveaux champs d'études sur l'histoire des rébellions dans le Bas-Canada, le fossé historiographique entre ces rébellions et celles du Haut-Canada reste béant. Très rares sont les ouvrages récents, exhaustifs et crédibles traitant simultanément de l'ensemble des aspects caractérisant les rébellions des deux colonies¹. En français, il est pratiquement impossible de bien se documenter sur la rébellion du Haut-Canada, à moins de se contenter de la courte brochure historique publiée en 1988 par Read², d'un article succinct de Stagg³, des passages du *Dictionnaire biographique du Canada* traitant des protagonistes impliqués⁴ ou encore des manuels pédagogiques traitant exhaustivement de l'histoire du Canada⁵. La lecture de cette littérature fragmentaire ne favorise pas le développement d'une compréhension globale de l'ensemble des événements de 1837-1838 dans le Haut-Canada. C'est pourquoi il nous semble opportun d'analyser le récit de ces événements, récit qui pourrait être complété par la lecture de l'excellent ouvrage de Fryer⁶.

Sans traiter longuement des causes spécifiques de la rébellion du Haut-Canada⁷, il est néanmoins nécessaire de resituer dans son contexte historique l'émergence du mouvement réformiste. Souvent très justifiées, leurs nombreuses doléances sont bien connues : omnipotence du *Family Compact* et de l'Église Anglicane, corruption, patronage, favoritisme, exclusion relative des citoyens d'origine américaine au sein du gouvernement, incompréhension et indifférence relative du gouvernement britannique, impuissance de la Chambre d'Assemblée au sein d'un gouvernement oligarchique, lenteur des autorités coloniales à construire des infrastructures, spéculation foncière effrénée rendue possible par les politiques laxistes du gouvernement colonial, etc. Soulignons que ces doléances n'étaient pas nouvelles, plusieurs ayant déjà été dénoncées dès la fin des années 1810 par le réformiste radical Robert Gourlay. Depuis, une proportion appréciable de la population — surtout rurale — appuyait de près ou de loin les réformistes, dont les

représentants politiques furent majoritaires à l'Assemblée législative de 1828 à 1830 et de 1834 à 1836.

Malgré les tensions entre conservateurs et réformistes, la colonie demeurerait très paisible depuis la fin de la guerre de 1812-1814. Aucun acte de violence significatif n'y avait eu lieu, aucune pétition ou revendication ne furent envoyés à Londres, nonobstant le *Seventh Report on Grievances* du radical William Lyon Mackenzie qui a eu très peu d'impact. Les rapports entre les réformistes et le gouverneur étaient parfois acrimonieux, mais ils s'envenimèrent plus que jamais après l'arrivée d'un nouveau gouverneur en janvier 1836. Il s'agit de Francis Bond Head, un homme arrogant qui gouverna en matamore, si bien que tous les membres du Conseil exécutif démissionnent quelques semaines après son arrivée. Ne supportant pas les vives critiques des députés réformistes de l'Assemblée, Head la fait dissoudre en mai 1836 et convoque de nouvelles élections. Le gouverneur dirige lui-même la campagne des *tories*, qui remportèrent une éclatante victoire lors de ces élections qui furent probablement quelque peu truquées. Déçus et frustrés, l'ensemble des réformistes se sentent impuissants et se démotivent. N'acceptant pas leur défaite, Mackenzie et quelques autres radicaux tentent d'engendrer un climat d'agitation. Mackenzie publie des articles cinglants à l'égard du gouvernement colonial dans son nouveau journal, *The Constitution*. Ces réformistes radicaux organisent aussi quelques assemblées populaires, mais leur nombre et leur ampleur n'ont rien de comparable avec celles du Bas-Canada. Ils créent également quelques cellules politiques regroupant des militants pouvant éventuellement être appelés à prendre les armes, mais leur nombre réel a souvent été exagéré.

Nonobstant ces quelques dizaines de radicaux qui complotaient, pratiquement rien ne semblait indiquer qu'une révolte serait imminente à l'automne 1837. Tant et si bien qu'en octobre, Head envoie son unique régiment de soldats réguliers dans le Bas-Canada, répondant à la demande de John Colborne qui n'en demandait pas tant. Cette décision contribua sans doute à convaincre Mackenzie que le moment était venu de passer à l'action. Il envisage l'idée de renverser le gouvernement, idée dont il fait part à une dizaine de ses acolytes lors d'une réunion à la mi-octobre 1837. Pour convaincre les plus récalcitrants d'entre eux, Mackenzie leur fait croire, à l'aide d'un faux document, que les Bas-Canadiens étaient aussi sur le point de se révolter. Ils élaborent un plan qui consiste à investir Toronto par surprise le 7 décembre afin de s'emparer des armes de l'hôtel de ville, d'intimider les *tories*, d'arrêter le gouverneur et d'établir un gouvernement provisoire que dirigerait John Rolph. Ce n'est qu'à partir de la fin du mois de novembre que Mackenzie se démène pour organiser la rébellion. S'efforçant d'être convaincant, il ment délibérément, promettant que leur entreprise

sera aisée, que l'ensemble de la colonie est prête à se révolter. Lors de l'importante assemblée du 2 décembre à Stoufferville, il affirme même que les insurgés du Bas-Canada triomphaient et étaient en voie de prendre le contrôle de la colonie.

Entre temps, certains rebelles dont Rolph entendent une fausse rumeur selon laquelle les autorités coloniales connaissaient leurs plans, si bien qu'ils décident de devancer la date du soulèvement. Cette décision choque Mackenzie, qui ne peut plus reculer. Ainsi, les 4 et 5 décembre, quelques centaines d'hommes mal armés se réunissent à la taverne Montgomery, située à quelques kilomètres au nord de Toronto sur la rue Yonge. L'attrouplement ne passe pas inaperçu, et un espion informe le gouverneur qu'une rébellion avait débutée. Initialement, Head refusa obstinément de le croire, mais par la suite, il se démena pour organiser la résistance en lançant un appel général aux volontaires. Après plusieurs tergiversations, Mackenzie se décide finalement, et le soir du 5 décembre, un petit groupe de rebelles marchent sur la rue Yonge vers Toronto. Dans la plus grande confusion, les rebelles sont mis en déroute par une poignée d'éclaireurs loyalistes. Le 6 décembre, les deux camps reçoivent des renforts. Le 7 décembre, près de 1 500 loyalistes armés par le gouvernement se dirigent vers la taverne. L'homme pressenti pour commander les rebelles, Anthony Van Egmond, avait sagement averti Mackenzie que la situation était désespérée, mais ce dernier le menaça avec un pistolet en l'intimant d'aller jusqu'au bout. Commandés par le colonel Fitz Gibbon, les loyalistes surprennent ces quelques 400 rebelles inexpérimentés qui prennent la fuite après quelques coups de feu à peine. La majorité d'entre eux sont capturés et emprisonnés à la prison de Toronto, alors que les loyalistes traquent inlassablement ceux qui fuient⁸.

À l'extérieur de Toronto, une rumeur voulant que les rebelles aient remporté une victoire se répand et atteint la région de Brantford le 6 ou le 7 décembre. Une seconde rumeur affirmait que les autorités s'apprêtaient à arrêter certains radicaux notoires dont Charles Duncombe et Eliakim Malcom. Sous le coup du désespoir, Duncombe, médecin libéral et réformiste engagé, décide d'organiser une rébellion dans le *London District*, ce qu'il fait sans grand enthousiasme et sans avoir avisé Mackenzie. Duncombe et Malcom passent de longues heures à recruter des hommes dans les comtés avoisinants, très favorables aux réformistes. De 300 à 400 rebelles mal armés se rassemblent à Scotland, au sud-ouest de Brantford. Apprenant le 13 décembre que la révolte de Mackenzie avait échoué et qu'une armée loyaliste approche, Duncombe ordonne sagement à ses hommes démoralisés de retraiter vers Norwich puis de se disperser. Les loyalistes, dirigés par

MacNab, ne trouvent à Scotland que les restes d'un campement désorganisé, mais parviennent néanmoins à capturer plusieurs hommes suspectés⁹.

Suite à l'échec de la rébellion, plusieurs milliers de Hauts-Canadiens se sont enfuis aux États-Unis, sans doute parce qu'ils croyaient qu'on pourrait leur faire des reproches et qu'ils craignaient la répression des loyalistes furieux agissant de leur propre chef. Ils sont très bien accueillis aux États-Unis. Considérant la rébellion du Haut-Canada à travers le prisme de leurs convictions républicaines et patriotiques, bon nombre d'Américains croient que les Canadiens sont victimes de l'oppression britannique et qu'ils souhaitent s'en défaire¹⁰. Les bourgades frontalières se montrent très réceptives à la propagande des leaders rebelles comme Mackenzie, Rolph et Duncombe, qui avaient réussi à traverser la frontière tout en échappant à l'attention des loyalistes. Le 12 décembre, à Buffalo, Mackenzie prononce un discours enflammé dans une taverne devant environ trois cents sympathisants enthousiastes qu'il enjoint d'embrasser la cause de ceux que lui et ses acolytes appellent désormais les « patriotes », terme référant aux révolutionnaires de 1776. Leur réponse ne se fait pas attendre. La conjoncture économique difficile avait attiré près de la frontière des jeunes Américains qui déambulaient dans les villes au milieu des travailleurs saisonniers acculés au chômage. Les 300 acres de terres, l'argent et les glorieuses aventures promises par les leaders patriotes avaient tout pour les convaincre, d'autant plus qu'ils croyaient que les Hauts-Canadiens se joindraient massivement à eux et qu'ils vaincraient sans coup férir.

À Buffalo, Mackenzie élabore un plan visant à envahir le Haut-Canada à partir de l'île Navy — petite île canadienne située sur la rivière Niagara — avec l'aide de volontaires américains commandés par Rensselaer Van Rensselaer. Mackenzie se rend sur l'île le 13 décembre en compagnie de quelques hommes. Il lit devant eux une grandiloquente proclamation à l'intention des habitants du Canada et instaure un gouvernement provisoire. Au cours des semaines subséquentes, plusieurs centaines de volontaires arrivent sur l'île, si bien qu'ils sont près de 450 au début de janvier 1838. Les patriotes ont l'appui de bon nombre d'Américains et de certaines milices locales, et malgré des problèmes logistiques, ils sont en mesure d'apporter des vivres, des munitions et une vingtaine de canons sur l'île. Tandis que les bombardements sporadiques des retranchements loyalistes s'avèrent imprécis et inefficaces, Van Rensselaer et Mackenzie ne s'entendent pas sur la tactique à adopter. Le courant de la rivière Niagara rend pratiquement impossible tout débarquement. De plus, la réaction des autorités canadiennes a été rapide. L'arrivée massive et constante de soldats britanniques, de miliciens loyalistes et d'alliés amérindiens ont permis de constituer une force de près de 2 500 hommes à la fin de décembre.

Très supérieure en nombre, cette force loyaliste commandée par MacNab empêche tout débarquement, mais ne peut attaquer les rebelles car Head a décidé de les retenir pour éviter de déclencher une guerre avec les Américains. Lassé de constater impuissant que les rebelles bombardent ses hommes, MacNab envoie quelques miliciens loyalistes s'emparer et détruire le navire d'approvisionnement des Patriotes, le *Caroline*. Leur mission est un succès, mais un Américain est tué au cours de la bagarre, ce qui entraîne de graves conséquences. Les Américains des états frontaliers sont outragés qu'on se soit attaqué à un navire américain dans leurs eaux territoriales et qu'un des leurs fut tué. Plusieurs journaux se montrent de plus en plus bellicistes. Néanmoins, sur l'île, les patriotes sont démoralisés par les bombardements des forces loyalistes. Un grand nombre de volontaires avaient déjà abandonné l'île quand le gouvernement américain, qui souhaite éviter tout conflit, ordonne aux rebelles de quitter l'île s'ils ne voulaient pas être poursuivis en justice pour avoir violé la loi de neutralité. Le 13 janvier 1838, le comité de Buffalo, qui supervise l'approvisionnement des troupes, décide d'abandonner l'île, et celle-ci est évacuée le lendemain. Le 15, les loyalistes n'y trouvent qu'un campement constitué de cabanes grossières et de dispositifs de défense inefficaces. À cet échec cuisant s'ajoute celui de l'invasion ratée d'une petite île canadienne sur la rivière Détroit, l'île Bois Blanc. Une soixantaine de patriotes l'ont envahi le 9 janvier, mais leur commandant, un dénommé Sutherland, a paniqué et a ordonné la retraite lorsqu'il a constaté que leur navire d'approvisionnement, le schooner *Anne*, s'est enlisé dans la vase. Les loyalistes s'en emparent aisément et sont ravis d'y trouver environ 300 mousquets et trois canons.

Après ces deux revers, les rebelles canadiens sont démoralisés et participeront de moins en moins aux nombreux raids ultérieurement menés à partir des États-Unis par une majorité d'Américains, eux qui espéraient en vain que les Canadiens se joindraient massivement à eux. Le 21 février, près de 300 patriotes s'emparent de l'île Hickory, petite île située sur le Saint-Laurent en aval de Kingston. Les rebelles souhaitaient s'emparer du fort Henry et du contenu de ses importants magasins militaires. Le froid et la perspective de devoir combattre farouchement pour s'emparer de cette place forte que les autorités s'étaient empressées de défendre expliquent les nombreuses défections dans les rangs des patriotes, qui renoncent finalement à leur entreprise. Le 23 février, plusieurs centaines de patriotes occupent l'île Fighting sur la rivière Détroit, mais ils en sont aisément chassés le 25 par une troupe d'environ 500 miliciens et soldats réguliers britanniques. Le 26 février, près de 400 hommes traversent à pied la surface gelée du lac Érié, de la péninsule Sandusky jusqu'à l'île Pelée, située à une vingtaine de milles de la côte canadienne. Du côté canadien, le colonel John Maitland marche à la

tête de 350 réguliers britanniques vers l'île, qu'ils encerclent à l'aube du 3 mars. Les rebelles tentent de fuir vers le sud, mais les hommes du capitaine Browne les tiennent en respect pendant une vingtaine de minutes. Ses hommes étant inférieurs en nombre et moins bien armés, Browne craint le pire et leur ordonne de charger l'ennemi baïonnette au canon. Affolés et désorganisés, les rebelles fuient et la plupart réussissent à regagner la rive américaine.

Ces tentatives d'invasions menées par ces *yankees* républicains irritaient de plus en plus la population du Haut-Canada, qui ne pouvait être adéquatement défendue compte tenu de l'étendue de la frontière. Voilà pourquoi elle appuie fermement le gouvernement colonial, qui adopte des mesures extraordinaires pour conjurer cette grave menace et pour éviter tout conflit avec les États-Unis. Le 12 avril, deux leaders rebelles capturés en décembre 1837, Samuel Lount et Peter Matthews, sont pendus pour l'exemple à Toronto. Entre temps, le gouvernement américain adopte en mars une loi permettant aux autorités américaines de saisir les vaisseaux, les armes et les munitions qui leur semblent destinées à servir des fins belliqueuses pouvant mener à la guerre contre un autre État. Néanmoins, ces lois demeurent difficilement applicables dans la mesure où les territoires frontaliers sont aussi vastes que les ressources humaines sont limitées. Elles ont néanmoins un effet dissuasif sur les patriotes, qui ne désarment pas malgré leurs lamentables échecs. Manquant de volontaires déterminés, ils ont besoin de coordination, d'organisation, d'entraînement et de leadership. Voilà pourquoi ils fondent les *Hunter's Lodges*, version haut-canadienne de l'association des Frères-Chasseurs, organisation secrète vouée à la libération des deux Canadas fondée par les patriotes bas-canadiens réfugiés aux États-Unis. Les *Hunter's Lodges* se développent rapidement dans les États frontaliers, si bien qu'ils comptent rapidement plusieurs dizaines de milliers de membres. Ces chiffres impressionnants ne doivent pas faire oublier que cette organisation est en fait un club social bien en vue regroupant des Américains imprégnés de patriotisme et d'idées républicaines qui connaissent mal la situation politique prévalant dans le Haut-Canada. Peu d'entre eux étaient motivés à risquer leur vie, mais ils amassent néanmoins des ressources financières et matérielles considérables pour épauler les rebelles. Leurs efforts sont entravés par l'hostilité des autorités américaines, par l'incompétence des dirigeants patriotes ainsi que par la malhonnêteté de certains d'entre eux.

Au printemps 1838, les *Hunters* entreprennent des actions de petite envergure et mal coordonnées, actions dues à l'initiative de quelques-uns et non de l'ensemble des *Hunter's Lodges*. Dans la nuit du 29 mai, une trentaine de rebelles commandés par Bill Johnson, un marin habile et opportuniste, s'emparent du *Sir Robert Peel*, un petit bateau à vapeur qui mouillait près

d'une île à l'est de Kingston. Les rebelles dépouillent les passagers et ils les forcent à débarquer, puis ils pillent le bateau et le brûlent avant de fuir. Ce vulgaire acte de pillage choque profondément la population du Haut-Canada, et tant les autorités canadiennes qu'américaines souhaitent arrêter les responsables sans toutefois y parvenir. Le 10 juin, une trentaine de rebelles commandés par l'américain James Morreau traversent la frontière et font un raid dans la région de Short Hills, région montagneuse au sud d'Hamilton. Dans la nuit du 20 juin, ils attaquent le village de St. Johns, pillent quelques maisons et encerclent une petite troupe de soldats britanniques dans une auberge. Ils les forcent à se rendre et les désarment avant d'incendier l'édifice. Par la suite, la plupart des rebelles sont capturés par les importantes forces loyalistes arrivées dans la région. Afin de dissuader les patriotes de recommencer et d'apaiser la fureur des loyalistes, les autorités infligent aux prisonniers des peines très sévères. Morreau est pendu et quinze seront déportés.

Au cours de l'été 1838, les Frères-Chasseurs et les *Hunter's Lodges* planifient une importante attaque prévue pour le début du mois de novembre. L'invasion du Bas-Canada a lieu, mais celle du Haut-Canada est reportée car les rebelles craignent que la colonie soit trop bien défendue et désirent attendre des circonstances plus favorables. À l'ouest de l'État de New York, le général John Birge de Cazenovia, qui n'avait de militaire que le titre, décide d'organiser lui-même une attaque. Plusieurs centaines de *Hunters* se rassemblent à Sackets Harbour et embarquent sur trois navires de guerre devant les mener à Prescott, petite bourgade située sur le fleuve Saint-Laurent à l'est de Kingston¹¹. Des problèmes d'organisation ainsi que la présence de bateaux britanniques nuisent au bon déroulement des opérations, si bien que moins de 200 *Hunters* débarquent près Prescott le 12 novembre. Ils prennent position dans un grand moulin et dans les bâtiments avoisinants situés à environ deux kilomètres à l'est de Prescott. En l'absence de Birge et de Johnson, les Chasseurs choisissent leur chef : il s'agit de Nils von Shoultz, un Européen romantique exalté qui ignorait tout de la rébellion quelques semaines auparavant mais qui avait une certaine expérience militaire.

Les Chasseurs sont extrêmement déçus de constater que les bateaux britanniques les empêchent de recevoir les renforts prévus et que très peu de Canadiens se joignent à eux. Alors que les autorités américaines saisissent les bateaux des rebelles et interdisent à tout patriote de traverser le Saint-Laurent, les forces loyalistes reçoivent des renforts et forment un large cercle autour du moulin et des bâtiments où les *Hunters* sont retranchés. Le 13 novembre, à l'aube, le lieutenant-colonel Young envoie près de 500 hommes répartis en deux colonnes monter à l'assaut des retranchements des *Hunters*. Simultanément, les bateaux britanniques bombardent le moulin, sans toutefois

endommager les épais murs de pierre. Bien retranchés et bien armés, les rebelles dirigent un feu nourri vers leurs adversaires qui subissent des pertes importantes avant de battre en retraite. Young envoie alors une requête à Kingston pour obtenir des troupes régulières britanniques en renfort, ainsi que des pièces d'artillerie lourde.

Au matin du 14 novembre, les deux camps font une trêve pour récupérer les morts et les blessés gisant sur le champ de bataille. La population est scandalisée d'apprendre que le corps d'un officier britannique tué au combat a été mutilé. De l'autre côté du Saint-Laurent, la population d'Ogdensburg, bien que surexcitée, ne peut que constater jusqu'à quel point la situation des *Hunters* de Prescott est désespérée. Le 15, Young refuse d'accepter la proposition des autorités américaines visant à évacuer les rebelles. Le 16, un important contingent de réguliers ainsi que deux canons de 18 livres arrivent à Prescott. L'attaque débute à 15h00. L'artillerie lourde pilonne le moulin et les bâtiments adjacents, et ceux-ci sont rapidement très endommagés. Plusieurs rebelles souhaitent se rendre, mais pour des raisons nébuleuses, le lieutenant-colonel Henry Dundas n'accepte leur reddition qu'à 18h00, après d'âpres combats. Dundas est contraint d'ordonner aux soldats réguliers de protéger les prisonniers de la fureur de la population et des miliciens loyalistes. Les rebelles sont transférés à Kingston pour y être jugés non pas devant un tribunal civil, mais bien devant la cour martiale qui les condamne très sévèrement. Sur environ 140 prisonniers, une cinquantaine de mineurs sont relâchés, et parmi les autres, 11 sont exécutés et 60 sont déportés en Tasmanie.

Malgré ce revers cinglant, malgré les condamnations sévères, malgré la présence d'importantes forces militaires dans la colonie, les Chasseurs ne désarment pas complètement. Dans la nuit du 3 au 4 décembre 1838, quelques 200 hommes commandés par Lucius Bierce traversent la rivière Détroit au nord de Windsor et attaquent une caserne militaire occupée par une vingtaine de miliciens. Les rebelles y mettent le feu et après une brève escarmouche, les miliciens fuient. À Windsor, Bierce fait une déclaration visant à soulever la population. Surexcités, les rebelles incendient deux maisons ainsi qu'un bateau à vapeur, le *Thames*, qui mouille dans le port. Près de 300 miliciens commandés par le colonel John Prince attaquent les rebelles dans un verger à l'aube. Inférieurs en nombre, les rebelles sont décimés et prennent la fuite. La majorité d'entre eux parviennent sans entrave aux États-Unis, mais une cinquantaine sont capturés. Au cours de cette brève escarmouche, les rebelles ont abattu le médecin militaire John Hume. Les loyalistes sont choqués du fait que son corps ait été mutilé, si bien que Prince, furieux, fait abattre sommairement cinq prisonniers. Les 44 prisonniers

majeurs sont jugés en cours martiale, qui condamne 6 d'entre eux à mort et 16 autres à l'exil.

Leurs insuccès, le manque d'enthousiasme des Canadiens, la présence de milliers de soldats dans le Haut-Canada et les sentences sévères infligées aux prisonniers démotivent les *Hunters*, dont les loges se démantèlent progressivement. D'autres petits incidents se produisent le long de la frontière en 1839 et en 1840, mais leur importance est si mineure que le raid de Windsor marque véritablement la fin des rébellions dans le Haut-Canada.

NOTES ET RÉFÉRENCES

1. À ce sujet, consultez l'article d'Allan Greer, « Repenser la Rébellion de 1837-1838 » dans le *Bulletin d'histoire politique*, vol. 7, no. 1, p. 29-40.
2. Colin F. Read, *La rébellion de 1837 dans le Haut-Canada*, Ottawa, Société historique du Canada, 1988, brochure no. 46, 30 p.
3. Ronald J. Stagg, « Haut-Canada: 1838 » dans *Horizon Canada*, Saint-Laurent (Québec), Centre d'étude en enseignement du Canada, tome 4, 1987, p. 865 à 871.
4. Consultez notamment les articles sur Mackenzie, de Head, de MacNab, de Duncombe, de Rolph, etc.
5. Consultez les pages 206 à 237 de l'ouvrage de Cornell, Hamelin, Ouellet et Trudel, *Canada : Unité et diversité*, Montréal, Holt, Rinehart et Winston, 1971 (1968).
6. Mary B. Fryer, *Volunteers & Redcoats, Rebels & Raiders : A Military History of the Rebellions in Upper Canada*, Toronto, Dundurn Press, 1987, 155 p.
7. Sur les causes des rébellions de 1837 dans le Haut-Canada, consultez les pages xix à xxxv de l'excellent ouvrage de Read et Stagg, *The Rebellion of 1837 in Upper Canada : A Collection of Documents*, Toronto, The Champlain Society, Ottawa, Carleton University Press, 1985, 471 p.
8. Sur la rébellion de 1837, consultez l'ouvrage de Read et Stagg, *op. cit.*, p. XXXVI à LVII.
9. Sur la rébellion du *London District*, consultez le livre de Colin F. Read, *The Rising in Western Upper Canada 1837-1838 : The Duncombe Revolt and After*, Toronto, University of Toronto Press, 1982, 327 p.
10. Sur les relations entre les États-Unis et les rébellions canadiennes, consultez l'ouvrage de Orrin E. Tiffany, *The Relations of the United States to the Canadian Rebellion of 1837-1838*, Toronto, Coles, 1972, 147 p.
11. Sur le raid de Prescott, consultez l'ouvrage de Donald E. Graves, *Guns Across the River : The Battle of the Windmill, 1838*, Prescott, Ontario: Friends of Windmill Point; Toronto, 2001, 263 p.